

Convention collective départementale

BÂTIMENT

**IDCC : 1886. – Ouvriers
(Loire)**

(13 octobre 1995)

(Bulletin officiel n° 1995-7 bis)
(Etendue par arrêté du 1^{er} mars 1996,
Journal officiel du 19 mars 1996)

AVENANT N° 9 DU 26 SEPTEMBRE 2012

RELATIF À L'INDEMNITÉ DE REPAS

NOR : ASET1350090M

IDCC : 1886

Entre :

La FBTP Loire ;

La CAPEB Loire,

D'une part, et

L'UR CFDT Pays de la Loire,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de la convention collective départementale du 13 octobre 1995, l'avenant n° 9 définit une nouvelle valeur de l'indemnité de repas à compter du 1^{er} octobre 2012. Il annule et remplace l'avenant n° 8 uniquement sur ce point.

Indemnité de repas :

L'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;

Cette indemnité est fixée suivant le montant figurant au tableau ci-dessous à compter du 1^{er} octobre 2012.

(Tableau page suivante.)

Indemnité de repas

(En euros.)

	1 ^{ER} JANVIER 2011	1 ^{ER} JANVIER 2012	1 ^{ER} OCTOBRE 2012
Repas	9,60	9,70	9,88

Article 2

L'indemnité de repas fixée par l'avenant n° 9 ne pourra faire l'objet de dérogations, dans un sens moins favorable, par accord d'entreprise ou d'établissement.

Article 3

Le texte du présent accord sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle conformément aux dispositions du code du travail et fera l'objet d'une demande d'extension. Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration à la DDTEFP ; elle devra également en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Fait à Saint-Etienne, le 26 septembre 2012.

(Suivent les signatures.)